La mobilisation de la société civile, un rempart contre les intégrismes !

Nous sommes encore sous le choc des attentats qui ont eu lieu le 13 novembre et qui ont frappé, sans distinction, au hasard, des civils, des femmes, des hommes, jeunes ou moins jeunes.

Nous sommes meurtri.e.s, en colère, contre ces individus qui ont choisi d'assassiner aveuglément pour assouvir leurs désirs de haine, de violences.

En colère également face à la réponse apportée par nos gouvernants pour répondre à ces actes sanglants. Le président de La République a proclamé l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire, état d'urgence qui a été prolongé de trois mois avec l'accord des parlementaires de tous bords politiques confondus.

Cet état d'exception restreint les libertés publiques et porte atteinte à l'expression des citoyen.ne.s et de la société civile. Toutes les manifestations en Île-de-France ont été interdites alors que la situation des migrant.e.s, la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'encontre des femmes ou la COP 21 annonçaient des mobilisations de grande ampleur. Nous dénonçons également la multiplication, ces derniers jours, de perquisitions administratives et d'assignations à résidences visant des citoyen.ne.s engagé.e.s.

Le Président de la République déclarait pourtant le lundi 16 Janvier devant le Congrès réuni à Versailles : "*Nous devons continuer, continuer, à travailler, continuer à sortir, continuer à vivre*".

Continuer à sortir, à aller boire un verre en terrasse, à aller voir un concert ou un match de football, *« activités qui ne constituent pas une menace potentielle pour des actes de nature terroriste »*, contrairement à manifester d'après un communiqué de la Préfecture de Paris qui interdit toutes manifestations « revendicatives ».

Nous pensons, nous, au contraire, que le pays a plus que jamais besoin de la mobilisation des associations, des syndicats, des militant.e.s. Permettre aux citoyen.ne.s engaé.e.s, aux organisations politiques, à la société civile de s'exprimer, de manifester, c'est construire une société plus tolérante, plus démocratique, plus ouverte. En somme, c'est construire une société qui s'oppose aux fanatismes mieux que toute politique ultra-sécuritaire, qui restreint les libertés publiques et individuelles, ne le fera jamais.

Contact presse :

Florian Martinez : 06.33.27.36.22

Florence Ihaddadene : 06.23.59.18.89